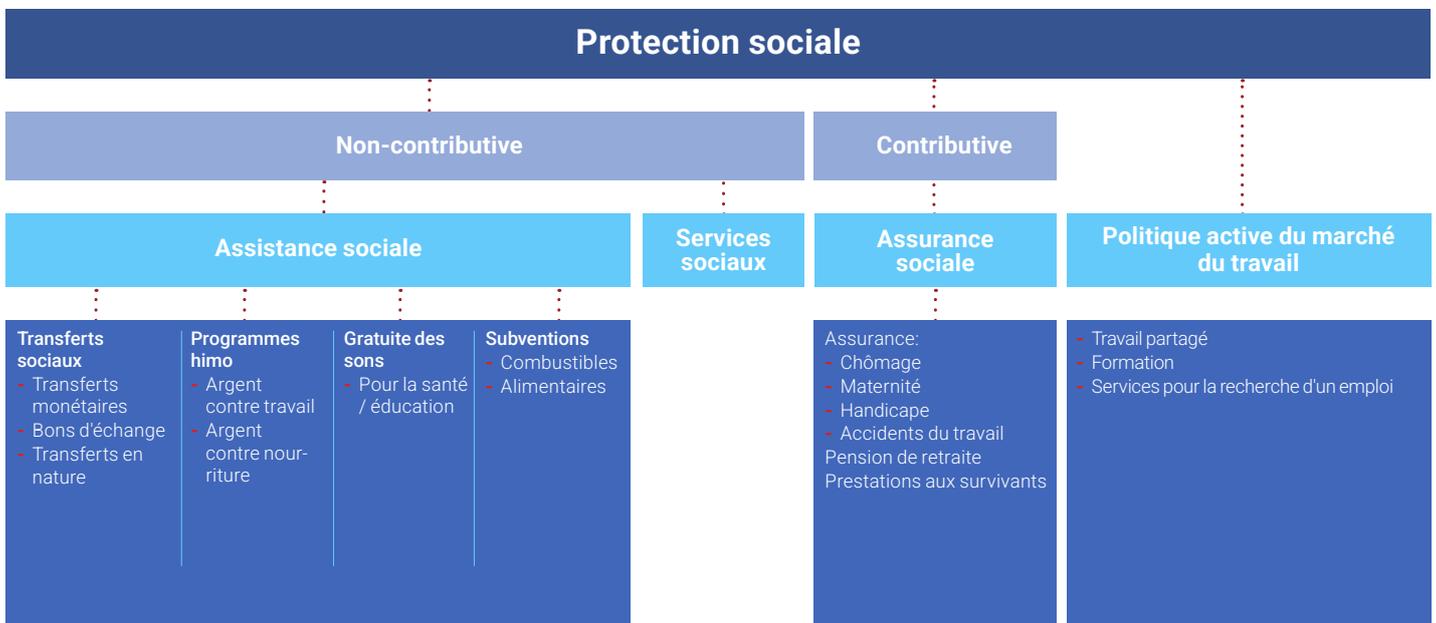




**Capitalisation des apprentissages:
Articulation de l'expérience du
Mouvement de la Croix-Rouge et du
Croissant-Rouge et des modèles de
collaboration - Transferts Monétaires
et protection sociale en Turquie,
Ukraine, Kenya**

La protection sociale est un ensemble de politiques et de programmes visant à prévenir ou à protéger toutes les personnes contre la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale tout au long de leur vie, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes vulnérables. Comme le montre la figure 1, il comprend des éléments *non contributifs* tels que les transferts sociaux, les programmes de travaux publics, les dispenses de frais et les services d'aide sociale, et des éléments *contributifs* tels que l'assurance sociale et les politiques et interventions sur le marché du travail. Le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (Mouvement) dispose d'une expertise croissante en matière d'assistance sociale dans les contextes humanitaires, principalement sous la forme de transferts monétaires (TM) ou de services d'aide sociale. Ce document capitalise l'expérience de trois Sociétés nationales qui ont développé leurs systèmes d'assistance sociale pour répondre à l'augmentation des besoins humanitaires dans le cadre d'opérations à large échelles: le Kenya, la Turquie et l'Ukraine, et propose un menu de modèles de collaboration à l'attention des Sociétés nationales désireuses de s'investir dans la protection sociale.

Figure 1. OPM Typologie de protection sociale



Source: [Systèmes de protection sociale réactive aux crises, Oxford Policy Management, 2016](#)

Indépendamment des nombreux cadres et approches de la protection sociale en vigueur, les Sociétés nationales occupent une position centrale pour décider du rôle qu'elles sont le mieux à même de jouer dans le domaine de la protection sociale de leur pays. Étant donné l'avantage comparatif des Sociétés nationales et de leurs partenaires du Mouvement en tant que lieu de prédilection pour la préparation humanitaire, les points d'entrée naturels peuvent se situer dans les initiatives d'actions précoces et de réponse d'urgence, ainsi que dans la protection sociale réactive aux chocs et la préparation en matière de TM. Cependant, les Sociétés nationales ont la possibilité de définir leur rôle en tant qu'auxiliaires de leurs autorités, en mettant l'accent sur les systèmes communautaires et les approches permettant de mieux se préparer et de répondre aux besoins des personnes en situation de pauvreté et de vulnérabilité.

Ce document a pour but d'aider les Sociétés nationales à prendre des décisions stratégiques et opérationnelles en vue d'influencer les choix d'engagement et de partenariat dans le domaine de la protection sociale en utilisant les TM.

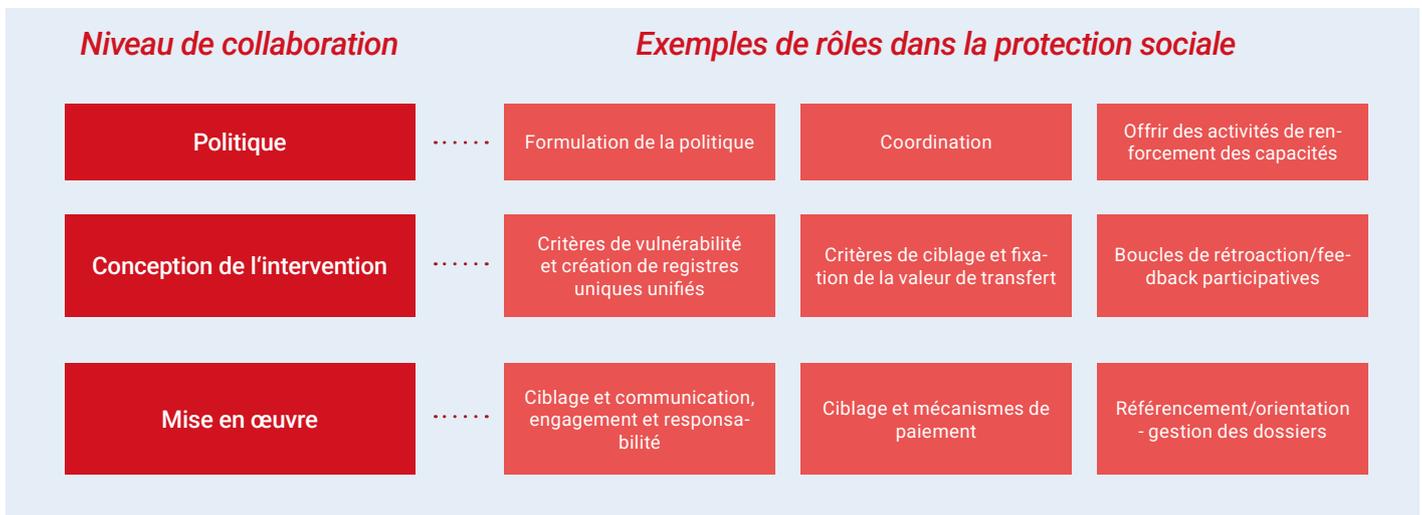
¹ Définition de l'OIT "[Rapport mondial sur la protection sociale 2017-19](#) : Une protection sociale universelle pour atteindre les Objectifs de développement durable

Il présente trois modèles de collaboration simples que les Sociétés nationales peuvent envisager dans le cadre de leur planification stratégique et de leurs processus de financement. Chacun de ces modèles offre des possibilités de partenariat uniques et permet aux Sociétés nationales de jouer un rôle spécifique dans la mise en place ou le renforcement de plateformes de protection sociale pertinentes, accessibles et efficaces pour ceux qui en ont besoin.

Modèles de collaboration pour les Sociétés Nationales avec les systèmes de la protection sociale et acteurs

Trois principaux modèles de collaboration sont proposés ici aux Sociétés nationales. Ils s'articulent autour des principaux éléments constitutifs d'un système national de protection sociale : i) **la politique**, ii) **la conception de l'intervention**, iii) **la mise en œuvre**.

Figure 2. Exemples de rôles/points d'entrée pour la collaboration des Sociétés nationales avec les systèmes nationaux et acteurs de la protection sociale pour chacun des 3 modèles de collaboration



Ces modèles s'appuient sur les enseignements tirés par le sous-groupe de travail du Grand Bargain sur les liens entre les TM et la protection sociale² et s'alignent sur les travaux réalisés par le CaLP Network sur les éléments constitutifs de la protection sociale³ (voir l'annexe 2). Les modèles sont distincts, mais ne s'excluent pas mutuellement, de sorte qu'une Société nationale peut souhaiter inscrire sa collaboration dans le cadre de plus d'un modèle.

Jusqu'à présent, la plupart des expériences du Mouvement en matière de protection sociale utilisant des TM ont été réalisées dans le cadre du modèle de collaboration numéro trois, la **mise en œuvre**. Les Sociétés nationales (et FICR/CICR) sont souvent des partenaires de mise en œuvre pour les acteurs nationaux ou internationaux du secteur de la protection sociale dans le pays, qui fournissent l'assistance. Cela est particulièrement vrai dans les contextes où il n'y a pas de systèmes formels de protection sociale en place et où les besoins sont couverts par des interventions menées au niveau international, mais de plus en plus, comme dans les trois exemples présentés dans ce document, des opportunités différentes se présentent dans des contextes où les systèmes de protection sociale sont développés et capables d'évoluer pour répondre à de nouveaux besoins

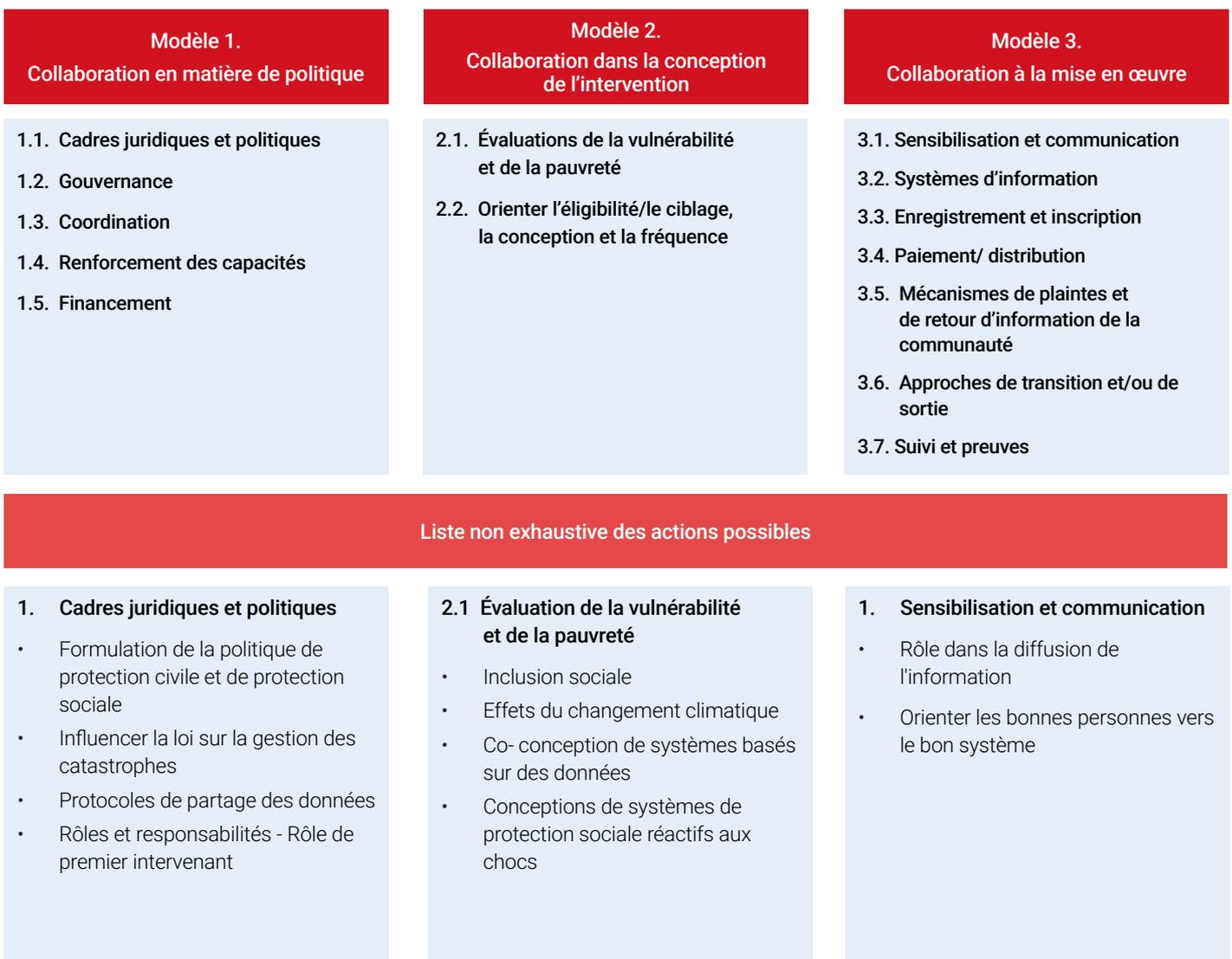
² Ces documents sont tirés de la [documents sur l'apprentissage du Grand Bargain](#).

³ [Boîte à outils du - Lier l'ACV humanitaire et la protection sociale CaLP](#)

humanitaires. Il existe un certain nombre d'opportunités stratégiques pour les Sociétés nationales de s'impliquer à travers des modèles de collaboration au niveau de la conception des politiques et des interventions afin de mieux tirer parti de leur présence dans le pays, de leur rôle d'auxiliaire, de leur mandat, de leur expertise technique, ainsi que du soutien et de l'expérience du Mouvement.

La figure 3 décrit les composantes de chaque modèle de collaboration proposé et donne quelques exemples de ce à quoi cela pourrait ressembler pour les Sociétés nationales. Dans certains pays, les systèmes de protection sociale formels du gouvernement sont tout simplement inexistant, ce qui laisse un vide que l'aide humanitaire peut combler, alors que dans la plupart des contextes, les systèmes de protection sociale du gouvernement ont une capacité variable à s'adapter pour répondre aux besoins supplémentaires induits par la crise. Une analyse du **niveau de maturité**⁴ des systèmes de protection sociale dans les pays permettrait aux Sociétés nationales de mieux identifier la valeur ajoutée qu'elles peuvent apporter en tant qu'acteur local (voir annexe 3). Les modèles sont volontairement **simples**, afin de clarifier les rôles et les acteurs impliqués et de permettre aux Sociétés nationales d'énoncer clairement leurs intentions et leur valeur ajoutée, et de les inclure dans les plans de développement, les stratégies et les propositions de financement des Sociétés nationales, afin que leur rôle dans le domaine de la protection sociale soit plus clairement reconnu par tou.

Figure 3. Vue d'ensemble des trois principaux domaines de collaboration nécessaires aux systèmes nationaux de protection sociale



4 Typologie OPM des six degrés de maturité des systèmes de protection sociale décrits dans la [boîte outils sur les systèmes de protection sociale réactifs aux chocs](#).

2. Gouvernance

- Gouvernance locale par le biais des branches de la Société Nationale

2. Éclairer la conception et la fréquence du ciblage

- Inclusion sociale (critères catégoriels et socio-économiques)
- Systèmes d'orientation pour l'aide sociale et la santé
- Soutien pour l'accès aux systèmes digitalisés
- De- duplication des registres (vérification et élimination des duplicités) de registro

2. Systèmes d'information

- Rôle d'orientation formelle entre les systèmes (santé et autres services sociaux)
- Construire des plateformes avec des systèmes et des mesures de redevabilité, des contrôles et des bilans pour l'inclusion ;

3. Coordination

- Coordonner les actions entre les mécanismes et les systèmes de gestion des risques de catastrophes et de protection sociale réactive aux chocs.
- Soutenir les systèmes de coordination (protection sociale réactive aux chocs ; TM; Action précoce)
- Rôle d'information et de plaidoyer

3. Enregistrement et inscription

- Offre de services de collecte de données pour le gouvernement
- Élaboration/vérification des registres sociaux
- Compléter les systèmes de protection sociale existants - expansion horizontale

4. Renforcement des capacités

- Stages, possibilités d'échanges entre pairs
- Tâches conjointes de contrôle et de vérification
- Mise en œuvre de la formation pour le compte des ministères de tutelle du gouvernement

4. Paiements/distribution

- Intégration des systèmes et des plateformes
- Intégrer la fourniture de services sociaux aux TM
- Concevoir des mécanismes de paiement inclusifs

5. Financement

- Plaidoyer pour un financement durable du Nexus
- Plaidoyer pour le financement des risques de catastrophes

5. Mécanismes de réclamation et de retour d'information de la part de la communauté

- Gestion des systèmes de retour d'information

6. Approches de transition et/ou de sortie

- Renforcer les systèmes de protection sociale existants en réponse aux crises et les réduire après les crises en tenant compte des nouveaux cas et des nouvelles vulnérabilités.comunitaria.

7. Suivi et preuves

- Renforcer la collecte de données et l'analyse des systèmes de suivi

Toutes les Sociétés nationales impliquées dans les programmes de TM en situation d'urgence sont encouragées à examiner comment mieux se préparer à accroître et à réduire le volume des interventions humanitaires dans le cadre de l'architecture de protection sociale de l'État. La collaboration avec les principales parties prenantes de la protection sociale permettra aux Sociétés nationales d'identifier leurs créneaux spécifiques et leurs domaines de développement.



Exemples de rôles et de points d'entrée pour les Sociétés nationales dans la collaboration avec les systèmes et les acteurs nationaux du secteur de la protection sociale

Des exemples ont été compilés sur la base de données secondaires existantes documentant les expériences des Sociétés nationales du Kenya, de la Turquie et de l'Ukraine utilisant des TM dans des réponses de protection sociale à grande échelle.

En prenant les trois modèles de collaboration comme point de départ, un certain nombre de rôles ou de points d'entrée se présentent aux Sociétés nationales pour réaliser leur ambition d'être considérées comme des partenaires de choix par les acteurs nationaux et internationaux du secteur de la protection sociale. Chaque modèle de collaboration est susceptible d'impliquer un éventail différent d'acteurs étatiques et non-étatiques, de sorte que les Sociétés nationales devraient définir leur rôle spécifique par rapport à ces acteurs et s'engager à établir des protocoles d'accord et d'autres outils de collaboration.

Pour traduire ces rôles/points d'entrée pour les Sociétés nationales, le document développe plus en détails les composantes de chaque modèle de collaboration.

Modèle 1. Collaboration en matière de politique

Modèle 1. Politiques

1. Cadres juridiques et politiques
2. Gouvernance
3. Coordination
4. Renforcement des capacités
5. Financement

Les cadres juridiques et politiques des pays décrivent les déclarations d'intention des gouvernements et les priorités sectorielles, fournissant l'autorité juridique nécessaire aux institutions pour mener à bien leurs tâches et responsabilités, qu'il s'agisse de répondre à la crise humanitaire ou de lutter contre la pauvreté.

La gouvernance, la coordination et le renforcement des capacités au sens large sont liés à la politique et à la stratégie.

Le financement ordinaire des programmes de protection sociale est mobilisé de manière très différente du financement humanitaire et son utilisation est soumise à des contraintes différentes, ce qui pose à la fois des opportunités et des défis en termes de "connexions".



1. Cadres juridiques et politiques

Remarque À moyen et long terme, des cadres juridiques qui permettent l'adaptabilité/flexibilité des régimes de protection sociale et qui définissent des mécanismes de financement d'urgence au sein des budgets nationaux sont nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires imprévisibles par le biais des systèmes de protection sociale.



Kenya

La Société Nationale de la Croix-Rouge kenyane (KRCS) a participé à la révision de la politique nationale de protection sociale. Plus récemment, KRCS a participé à la mise en œuvre du registre unique amélioré (Enhanced Single Registry - ESR). Il s'agit d'un registre universel qui rassemble toutes les informations sur les personnes éligibles et bénéficiaires en un seul endroit, hébergé par le gouvernement par l'intermédiaire du Secrétariat national à la protection sociale.

À l'avenir, KRCS entend tirer parti de sa capacité à rassembler les institutions gouvernementales et non-gouvernementales pour plaider en faveur des modifications des politiques et de l'allocation des ressources.



Turquie

Le Croissant-Rouge turc (Türk Kızılay) a mis à profit son rôle d'auxiliaire du gouvernement turc pour intégrer les réfugiés dans le système national de protection sociale en alignant les mécanismes existants tels que les TM, plutôt que d'établir un système séparé. Cette approche, sous l'égide d'un nouveau programme humanitaire, s'est non seulement appuyée sur les systèmes existants, mais a également assuré ses propres contributions.



Ukraine

La Croix-Rouge ukrainienne (URCS) a influencé le décret gouvernemental relatif au programme Prykhystok (un programme d'aide aux familles d'accueil qui fournissent un logement gratuit aux personnes déplacées internes) et a introduit des exigences supplémentaires en matière de redevabilité dans le protocole d'accord tripartite entre le ministère, URCS et la FICR. En outre, URCS a réussi à plaider en faveur d'une augmentation de la valeur des TM fournis pendant les mois d'hiver de 2022-2023, compte tenu de l'augmentation de l'utilisation et des coûts de l'énergie pendant les mois les plus froids de l'année.

2. Gouvernance

Remarque Lorsque cela est possible et approprié (par exemple, lorsque le gouvernement n'est pas partie prenante au conflit), envisagez un modèle de gouvernance dans lequel le gouvernement joue un rôle central dans la prise de décision et la coordination des partenaires humanitaires et de développement. Cette approche devrait prendre en compte les différents modèles de liens entre l'humanitaire et la protection sociale en fonction des spécificités contextuelles.

Considérez que différents niveaux de définition des rôles et responsabilités des partenaires et de la gouvernance peuvent être nécessaires, allant d'une définition souple à une définition plus structurée, en fonction du contexte, de la charge de travail et de la portée de la réponse, du calendrier et des relations entre les partenaires.



Turquie

Türk Kızılay et le ministère de la famille et des services sociaux de Turquie (MoFSS) ont collaboré sur plusieurs projets, en particulier ceux qui sont intégrés dans le système national, tels que le projet de filet de sécurité sociale d'urgence (ESSN), de filet de sécurité sociale d'urgence complémentaire (C-ESSN) et de TM conditionnel pour l'éducation (CCTE). Türk Kızılay assume la responsabilité de la mise en œuvre et assure la redevabilité envers les personnes bénéficiaires, aux donateurs et aux partenaires du projet. Au départ, la FICR a fourni à Türk Kızılay un soutien technique, de coordination, administratif et en matière de rapports aux donateurs par l'intermédiaire de sa délégation nationale et de son secrétariat pour le projet ESSN. Aujourd'hui, le MoFSS, aux côtés de Türk Kızılay, est devenu le partenaire de mise en œuvre, soutenu par un financement de l'Union européenne (UE). Par conséquent, en tant que co-exécutants, Türk Kızılay et le MoFSS collaborent étroitement sur les décisions programmatiques.

3. Coordination

Remarque Envisagez de développer des modèles de collaboration fonctionnant comme une seule équipe et utilisant des approches et des systèmes uniques. Ces modèles offrent clairement des gains potentiels en termes d'efficacité, d'efficacité et de redevabilité, en particulier dans les contextes caractérisés par une réponse de faible ou de moyenne envergure et des coûts opérationnels élevés. La valeur de transfert des filets de sécurité sociale nationaux est souvent insuffisante pour couvrir les besoins de base, ce qui va à l'encontre de l'approche adoptée par les agences humanitaires pour définir les valeurs de transfert appropriées. Les stratégies se sont donc concentrées sur la coordination des efforts et sur l'"harmonisation", mais pas nécessairement sur l'"homogénéisation" des valeurs de transfert.

La coordination et la gouvernance sont souvent liées. Les bonnes pratiques impliquent d'aligner et de renforcer les rôles et les responsabilités et d'harmoniser le travail des différentes parties prenantes, y compris les organes gouvernementaux nationaux et infranationaux, les acteurs du Mouvement, les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les ONG qui travaillent pour aider les acteurs gouvernementaux à répondre aux besoins de protection sociale des populations vulnérables.



Kenya

En 2023, le Groupe de Travail sur les TM du Kenya (CWG) a choisi le secrétariat à la protection sociale pour rejoindre l'autorité nationale de gestion de la sécheresse (NDMA) en tant que coprésident du CWG et la KRCS en tant que troisième coprésident (depuis 2017).

Grâce à l'amélioration de la coordination, le CWG a aidé le secrétariat national à la protection sociale du Kenya à réviser et à valider la politique nationale de protection sociale du Kenya en 2019. L'une des principales réalisations a été l'introduction du troisième pilier, qui se concentre sur la protection sociale réactive aux chocs, par le biais duquel tous les TM d'urgence s'inscrivent dans la protection sociale nationale du gouvernement. Le lien avec la protection sociale est inclus dans les termes de référence du CWG.



Turquie

Türk Kızılay a renforcé les liens et l'intégration entre l'architecture de coordination humanitaire internationale et la protection sociale en partenariat avec la FIRC, le partenaire de mise en œuvre. Des réunions régulières du groupe de travail ESSN ont été organisées à l'échelle nationale depuis 2017. Cela permet de renforcer la participation au projet, d'éviter les doublons et d'accroître la coordination et la collaboration avec les acteurs humanitaires en dehors des parties prenantes du projet.

Le groupe de travail technique sur les TM (CBI TWG), coprésidé par le HCR et Türk Kızılay, a joué un rôle crucial dans l'utilisation sectorielle des TM tout au long de la réponse aux réfugiés en Turquie.

L'équipe spéciale sur l'orientation et la transition vers les moyens de subsistance fournit une plateforme pour l'échange mutuel d'informations et des discussions sur la transition des besoins de base des personnes vers leurs moyens de subsistance. Türk Kızılay copréside l'équipe de travail avec le PNUD et le soutien technique de la FICR depuis 2020.

La prévention, ou du moins la minimisation, de la duplication de l'assistance en TM est abordée par le biais d'une "matrice de duplication" à utiliser dans le mécanisme de coordination par les institutions gouvernementales et humanitaires.

Türk Kızılay a mis à profit son expérience et collaboré avec les acteurs du Mouvement pour renforcer les liens ou l'intégration entre l'architecture de la coordination humanitaire internationale et la protection sociale.



Ukraine

Lorsque le programme Prykhystok a démarré, le ministère (MCTD) avait trois partenaires de mise en œuvre chargés d'effectuer les paiements d'avril à août 2022 : URCS, HCR et NRC. La coordination a été un défi, car le ministère a dû coordonner avec trois partenaires différents, comprenant des exigences opérationnelles et des mécanismes de communication qu'il a trouvés compliqués. En août 2022, le ministère a demandé à URCS de devenir le partenaire de choix et de couvrir le programme Prykhystok dans tout le pays. De septembre 2022 à décembre 2023, URCS, avec le soutien de la FICR et des partenaires du Mouvement, a fourni une aide financière mensuelle à environ 100 000 familles d'accueil.

En décembre 2022, URCS a été élue pour devenir l'un des trois coprésidents du CWG du Comité permanent inter-agences (IASC), avec OCHA et OIM, représentant les acteurs nationaux. Le rôle des coprésidents a été étendu pour couvrir également 2024. URCS assume ce rôle avec le soutien du CashCap. Dans le cadre de son rôle de coprésident, elle participe à l'initiative PeRekHID du gouvernement, des donateurs et des acteurs humanitaires qui vise à aider le ministère de la politique sociale à établir des liens entre les TM et la protection sociale.

4. Renforcement des capacités

Remarque Identifiez les lacunes et investissez dans le renforcement des capacités des membres du gouvernement et du Mouvement afin de consolider les liens tout en garantissant le respect des principes humanitaires. Les partenaires peuvent s'aider mutuellement à renforcer leurs capacités techniques afin d'élaborer des programmes conjoints qui amélioreraient l'impact de l'aide et partager les ressources humaines, matérielles et technologiques pour faciliter la mise en œuvre et le suivi, l'apprentissage, l'évaluation et l'adaptation.



Kenya

KRCS a l'ambition de promouvoir l'harmonisation, les plateformes conjointes ou les mécanismes communs de paiement afin de renforcer la coordination avec le gouvernement et les acteurs humanitaires dans le domaine de la protection sociale. Elle a signé en 2023 un protocole d'accord pour encadrer la collaboration visant à renforcer le système de protection sociale avec le ministère kenyan du travail et de la protection sociale par l'intermédiaire du département d'État de la protection sociale et des affaires des personnes âgées. Les domaines de coopération comprennent notamment la gestion des données, la gestion des connaissances et un mécanisme de redressement des griefs.



Turquie

Avec l'inclusion des réfugiés dans le système national de sécurité sociale existant en Turquie, Türk Kızılay fournit un soutien technique aux fondations d'assistance sociale et de solidarité (SASF) qui sont des branches locales pour la fourniture d'assistance sociale sous le ministère de la famille et des services sociaux (MoFSS).

Dans le cadre d'une activité de renforcement mutuel des capacités, Türk Kızılay et le MoFSS se soutiennent dans la détermination des critères d'éligibilité et de la valeur du transfert. Türk Kızılay a également augmenté la capacité des SASF en mettant en place des centres supplémentaires dans les zones accueillant de nombreux réfugiés - nommés Centres de Services de Türk Kızılay - pour le processus d'enregistrement des réfugiés dans le système national.

5. Financement

Remarque Un financement flexible associé à des structures de coordination et des relations solides dans le domaine des services sociaux peut permettre de répondre à l'urgence de manière plus efficace et plus rapide que si l'on repartait de zéro. Dans le cadre d'une protection sociale réactive aux chocs, il est important d'investir dans la préparation afin de s'assurer que les capacités, le budget et le niveau de flexibilité soient appropriés pour s'adapter à l'évolution des besoins.



Kenya

Afin d'institutionnaliser ses ambitions futures, dans le domaine de la protection sociale, KRCS et le département de la protection sociale, grâce au soutien financier de la fondation IKEA et de la Croix-Rouge britannique, ont élaboré un protocole d'accord visant à renforcer les liens entre la protection sociale du gouvernement et l'action humanitaire. Au moment de la rédaction du présent document, ce protocole d'accord est finalisé et en attente de signature.



Turquie

En 2016, l'UE a établi un Dispositif pour les Réfugiés afin d'aider la Turquie dans ses efforts pour soutenir les réfugiés. Depuis avril 2020, la FICR est le titulaire du contrat avec la DG ECHO, et s'associe à Türk Kızılay pour assurer un leadership conjoint, en collaboration avec les autres parties prenantes clés, en tant que gardiens de l'ESSN et pour mettre en œuvre la phase III du projet.



Ukraine

URCS, avec un financement multilatéral de la FICR et des contributions bilatérales des partenaires du Mouvement, a fourni une assistance monétaire mensuelle. En outre, la FICR a soutenu le développement de la plateforme de TM de URCS, initialement conçue pour faciliter ce programme, puis étendue pour soutenir d'autres interventions de TM de URCS. Elle a également contribué au financement du système d'enregistrement unique de Prykhystok afin d'améliorer la rapidité d'exécution et la redevabilité, ce système ayant également été intégré à sa plateforme de TM.



Modèle 2. Collaboration sur la conception de la mise en œuvre

Modèle 2. Conception de l'intervention

2.1 Évaluation de la vulnérabilité et de la pauvreté

2.2 Informer la conception de l'éligibilité/du ciblage et la fréquence des paiements

Les évaluations de la vulnérabilité et de la pauvreté impliquent différentes approches pour définir, mesurer et interpréter les informations et ont historiquement conduit à des décisions programmatiques différentes sur la conception du ciblage et sur les personnes bénéficiaires de l'aide. Nous nous appuyons sur ces informations pour concevoir des programmes et déterminer les méthodes d'éligibilité et de sélection. Cela permet d'éclairer les approches à court/moyen/long terme de la protection sociale, en mettant davantage l'accent sur la vulnérabilité (au-delà de la pauvreté chronique) et en s'attaquant à l'exclusion au stade de la conception plutôt qu'à celui de l'enregistrement.

2.1 Évaluation de la vulnérabilité et de la pauvreté

Remarque Il existe différentes approches pour définir, mesurer et interpréter la vulnérabilité et la pauvreté dans les secteurs de l'aide humanitaire et de la protection sociale. Ces approches sont généralement renforcées par des mandats différents et ont historiquement conduit à des décisions programmatiques différentes quant aux personnes bénéficiaires de l'aide (conception du ciblage). En travaillant ensemble, les acteurs de la protection sociale peuvent améliorer le niveau de protection des ménages vulnérables et ne laisser personne de côté et réduire le risque que des personnes passent entre les mailles du filet.



Kenya

KRCS a l'ambition de promouvoir une protection sociale réactive aux chocs et adaptative, y compris l'utilisation d'approches participatives pour l'évaluation de la vulnérabilité, le ciblage et la validation des listes gouvernementales existantes des personnes bénéficiaires.



Turquie

Türk Kızılay procède à des évaluations régulières pour déterminer la vulnérabilité et suivre les besoins des ménages, y compris leur endettement et mécanismes d'adaptation. Les besoins sont analysés lors de la définition des critères d'éligibilité.



Ukraine

Le programme Prykhystok comble une lacune dans la fourniture de logements gratuits aux familles hôtes accueillant chez elles des personnes déplacées et, indirectement, aux personnes déplacées qui n'ont pas les moyens de louer un logement et qui, sinon, vivraient dans des centres collectifs ou quitteraient le pays pour chercher refuge en Europe.

2.2 Orienter la conception de l'éligibilité/du ciblage et la fréquence (des paiements)

Remarque Le lancement d'interventions visant à faire parvenir les transferts aux personnes le plus rapidement possible nécessite une conception et une préparation solides du programme. Le fait de savoir clairement qui est éligible à l'aide permet d'identifier la meilleure façon de communiquer, d'enregistrer et de planifier quand, où et comment les transferts atteindront au mieux les personnes concernées. Le recours à des accords d'accès ou la création de registres unifiés est devenu un moyen pratique d'aborder les questions relatives à l'éligibilité et au ciblage en encourageant des méthodes de travail communes, l'harmonisation et la collaboration. Ces processus prennent du temps.



Kenya

KRCS a mis en place un registre unique amélioré dans le comté de Taita Taveta. Le registre unique amélioré est une plateforme digitale appartenant au gouvernement, lancée en 2016, qui contient des informations sur *qui* reçoit *quel* type d'assistance, *où*, *quand* et sous *quel(s)* programme(s) d'assistance sociale au Kenya. Il rassemble les systèmes d'information de gestion (IMS) des quatre programmes Inua Jamii, plus le programme Argent contre Actifs Productifs du PAM, fournissant un point de référence unique pour les personnes bénéficiaires actuelles des programmes d'aide sociale en TM



Turquie

Depuis décembre 2018, le projet ESSN a mis en place un mécanisme complémentaire pour diminuer les erreurs d'exclusion et atteindre les ménages vulnérables qui auraient pu être exclus par les critères de ciblage démographique des projets, appelé "allocation discrétionnaire SASF".

En outre, les ménages les plus vulnérables ont été transférés vers un nouveau projet de "filet de sécurité sociale complémentaire d'urgence (C-ESSN)" financé par la DG NEAR de l'UE et mis en œuvre directement avec Türk Kızılay et sa plateforme Kızılaykart, en partenariat avec le ministère des finances et des services sociaux.

Türk Kızılay a mis en place des contrôles de duplication dans tous ses projets, y compris ESSN, C-ESSN et In-Camp (assistance dans les camps).



Ukraine

Le ciblage de Prykhystok était basé sur le décret gouvernemental et toutes les personnes/familles hôtes qui répondaient aux critères d'éligibilité devaient recevoir une aide en espèces. Le département local du ministère était responsable de l'enregistrement, les hôtes qui devaient faire une demande chaque mois et apporter les documents pertinents pour eux et les personnes déplacées ; un comité était chargé de valider l'éligibilité et les droits (qui étaient basés sur le nombre de jours pendant lesquels les personnes déplacées avaient été hébergées le mois précédent). Les demandes retenues ont été consolidées aux niveaux régional et national, puis communiquées à URCS. Des exercices de vérification supplémentaires ont été menés pour assurer l'intégrité des données et la conformité avec le décret avant que les registres ne soient envoyés à la banque pour procéder au paiement. Pour faciliter la transparence et la redevabilité, la plateforme de URCS pour les TM a été reliée au système Prykhystok et au système de suivi de URCS; des tableaux de bord ont été créés pour faciliter le rapprochement bancaire, l'établissement de rapports sur les donateurs et le suivi et l'analyse en temps réel de l'ensemble du processus.

2.3 La conditionnalité

La conditionnalité exige que les personnes adoptent un comportement particulier pour accéder à la protection sociale, telle que les prestations en espèces, le logement ou les services d'assistance. Ces conditions comportementales tendent à être appliquées par le biais de pénalités ou de "sanctions" qui réduisent, suspendent ou mettent fin à l'accès à ces biens. Cette option n'est pas envisagée dans ce document ni dans les trois exemples des Sociétés nationales. **La conditionnalité ne doit pas être confondue avec l'éligibilité**

Modèle 3. Colaboración en la implementación

Modèle 3. Mise en œuvre

- 3.1 Sensibilisation et communication
2. Systèmes d'information
3. Enregistrement et inscription
4. Paiements/distribution
5. Mécanismes de plaintes et de retour d'information de la communauté
6. Approches de transition et/ou de sortie
7. Suivi et preuves

Divers facteurs liés à la mise en œuvre des systèmes de protection sociale permettent de s'assurer que l'aide est apportée aux bonnes personnes au bon moment, que celles-ci en sont informés et qu'ils peuvent fournir un retour d'information. Cela nécessite une capacité opérationnelle ainsi qu'une compréhension de l'économie politique et l'utilisation d'instruments administratifs et juridiques nationaux, en s'appuyant sur les connaissances et la culture locales pour relever les défis.

3.1 Sensibilisation et communication

Remarque Les approches participatives de l'engagement communautaire, de la diffusion de l'information et du retour d'information font partie intégrante du Mouvement en tant qu'organisation locale enracinée dans les communautés. Cette expertise peut compléter les méthodes de communication et de sensibilisation du gouvernement en matière de protection sociale afin de les centrer davantage sur les personnes.

Le vaste réseau de volontaires du Mouvement et les antennes sur le terrain sont très bien placés pour diffuser l'information et faciliter l'accès effectif des personnes à l'assistance à laquelle elles peuvent prétendre



Kenya

Pour la mise en œuvre du registre unique amélioré, les volontaires de KRCS participent à des activités de mobilisation communautaire et mènent des actions de sensibilisation sur le processus de collecte des données ESR et à son objectif par le biais de « barazas » (réunions communautaires), de théâtres, de sketches, de messages diffusés sur haut-parleur ou via un mégaphone, de dépliants et d'affiches.



Turquie

En gérant les 168 centres d'appel de Kızılay et en gérant les canaux de communication, tels que le site web de Kızılaykart et les pages de médias sociaux, Türk Kızılay joue un rôle important dans l'identification et l'orientation des cas de protection, l'orientation vers les besoins de base et les moyens de subsistance/l'insertion socio-économique, la réception des demandes d'aide, la fourniture d'informations pertinentes lorsque nécessaire, et la responsabilité de la communication avec les parties prenantes, les institutions et les organisations clés.

En outre, Türk Kızılay a développé son propre système de communication sur son système Göçmen, qui lui permet de passer des appels et d'envoyer des SMS aux personnes bénéficiaires.



Ukraine

UCRS dispose d'un centre d'information national dont l'équipe se consacre au traitement des demandes, y compris des plaintes; il comprend une ligne d'assistance téléphonique, un suivi des médias sociaux et des canaux de diffusion de l'information. L'équipe des TM de URCS a travaillé en étroite collaboration avec les services gouvernementaux au niveau local pour fournir des informations en temps réel et résoudre les problèmes.

Pour le programme Prykhystok, URCS et le ministère ont préparé des campagnes de communication conjointes et ont travaillé en étroite collaboration avec le centre d'information de URCS pour s'assurer que les informations relatives à Prykhystok étaient correctement diffusées et que les réactions étaient prises en compte ou partagées avec le département/l'unité concerné(e). Les campagnes de communication conjointes ont permis aux personnes hôtes de mieux comprendre certains des problèmes à l'origine des retards. URCS a souvent utilisé ses canaux de médias sociaux et ses antennes pour diffuser des informations sur le programme et d'autres services disponibles pour les personnes hôtes et celles déplacées dans la région.

3.2 Systèmes d'information

Remarque La gestion des données, y compris leur conformité, leur protection, leur partage et les efforts de déduplication ont gagné en importance au sein du Mouvement. L'interopérabilité des systèmes d'information et de données existants fait désormais partie de la conception des systèmes et améliore la programmation en augmentant l'efficacité, mais surtout en garantissant un accès plus sûr et plus rapide. Les accords d'utilisation de systèmes unifiés avec les acteurs gouvernementaux conviennent parfaitement à la programmation de la protection sociale et constituent un élément clé de la préparation⁵.

Les progrès dans ce domaine sont possibles lorsque les parties prenantes se coordonnent et coopèrent.



Kenya

KRCS a l'ambition d'établir un centre de données opérationnel et interopérable. Elle a conclu un accord de partage de données avec le gouvernement afin d'accéder sur demande à la base de données de la protection sociale.



Turquie

Türk Kızılay a développé un système d'information interne, connu sous le nom de Göçmem, qui a été incorporé au système d'information intégré sur l'assistance sociale (ISAIS) du gouvernement turc et qui est relié au prestataire de services financiers afin de mettre en œuvre avec succès le programme et ses activités.

Le gouvernement turc a adapté ISAIS pour gérer les processus de demandes et évaluer l'éligibilité au programme, y compris la vérification des documents requis. Étant donné que le registre comprend tous les programmes d'assistance sociale, les demandeurs et bénéficiaires étrangers ainsi que les citoyens turcs sont intégrés dans le même système.

Cette intégration fait de la Turquie un exemple majeur de "protection sociale adaptative" pour répondre efficacement à l'augmentation des besoins d'assistance sociale provoquée par l'urgence humanitaire créée par la crise des réfugiés syriens.

⁵ Pour plus d'informations et d'exemples pratiques, voir le projet de la FICR intitulé [Dignified Identities in Cash Assistance \(DIGID\)](#) ([Identités dignes dans l'assistance en espèces](#)).



Ukraine

Le plan unique de la stratégie 2023-2025 de URCS comprend un indicateur clair lié aux systèmes pour son objectif spécifique (OS) n° 2 :

OS 2.1 URCS compte avec un système de gestion des TM intégré avec des services et plateformes de TM du gouvernement ukrainien.

Au départ, URCS a développé une plateforme de TM pour soutenir la redevabilité du programme Prykhystok et l'exécution efficace et en temps voulu des paiements, et l'a intégrée aux systèmes de suivi et d'engagement et responsabilité communautaires. Une fois que le programme Prykhystok était opérationnel, il a été élargi pour devenir la plateforme de TM de URCS, qui prend en charge l'enregistrement et le paiement des TM soutenus par les partenaires du Mouvement.

Il est intégré aux systèmes de URCS et de certains prestataires de services financiers, et il est prévu de continuer à développer l'intégration avec les systèmes gouvernementaux.

URCS a également soutenu le financement du système d'enregistrement Prykhystok et son intégration à la plateforme URCS de TM afin de rationaliser et de faciliter les paiements et la communication en temps voulu.

3.3 Enregistrement et inscription

Remarque Il est possible de tirer parti des structures gouvernementales de protection sociale et de soutenir de nouveaux efforts d'enregistrement et/ou de validation (y compris par le biais de capacités spécifiques et le partage/la création de logiciels adaptés) pour combler les lacunes en matière de données et de capacité d'enregistrement rapide, et de les intégrer au système national d'information sur la protection sociale au fil du temps, tout en garantissant la redevabilité envers les populations affectées et la protection. Il s'agit notamment d'efforts conjoints visant à élargir l'accès aux documents d'état civil et aux cartes d'identité électroniques qui font partie des critères d'éligibilité de base aux programmes gouvernementaux.



Kenya

KRCS a mené des processus de sélection, d'enregistrement et de validation pour soutenir le déploiement du registre unique amélioré. Elle a tout d'abord, dressé une liste de 59 700 ménages pauvres et vulnérables éligibles, prêts à être inscrits dans un lieu central de chaque communauté. Ensuite, les recenseurs de KRCS ont procédé à l'enregistrement en visitant à domicile les ménages répertoriés, en recueillant des informations sur les membres du ménage et les facteurs socio-économiques, à l'aide d'un outil d'enregistrement harmonisé du CWG.

Les données ont été validées par le secrétariat de la protection sociale immédiatement après leur collecte, et les informations finales sur les inscriptions ont été communiquées aux partenaires.



Turquie

Lors de la mise en œuvre du projet ESSN, le personnel des SASF et des centres de services de Türk Kızılay reçoit les demandes d'inscription au projet. Le personnel de Türk Kızılay effectue des visites de vérification des ménages, des processus de vérification des données au sein des équipes de Türk Kızılay. Le personnel a également assisté à des visites de vérification des ménages, des processus de vérification des données en soutien au MoFSS, et à la distribution des cartes bancaires. Pour chaque cycle de paiement, le personnel de Türk Kızılay coordonne avec le prestataire de services financiers et soutient le transfert de fonds en temps opportun.



Ukraine

En mars 2022, le ministère de la Politique sociale a introduit e-Dopomoga, un système d'enregistrement unique qui permet au gouvernement de partager les données personnelles des personnes touchées par le conflit avec leur consentement, conformément aux exigences en matière de protection des données.

En ce qui concerne le programme Prykhystok, les familles hôtes éligibles ont soumis leur candidature et se sont enregistrées via le système gouvernemental et les données ont été transférées en toute sécurité à URCS. Elle a ensuite procédé au nettoyage des données et à des exercices de vérification en utilisant un modèle d'échantillonnage représentatif avant d'approuver le registre pour les paiements. Les dossiers contenant des informations incorrectes ont été renvoyés au ministère pour vérification/correction avant de pouvoir être payés.

3.4 Paiements et distributions

Remarque La capacité des systèmes de distribution et des partenaires de la protection sociale (et de leurs prestataires de services financiers) à effectuer des paiements et à adapter les calendriers de paiements des programmes de protection sociale du gouvernement est très variable. La réponse à la crise du covid-19 a montré la force des systèmes gouvernementaux existants, le contexte général des pays et leur niveau de préparation. La réponse des programmes de protection sociale dans le monde entier a adopté de nombreuses approches différentes et innovantes pour effectuer des paiements aux nouvelles personnes bénéficiaires - sur la base de leurs capacités existantes. Tous les mécanismes de paiement ne conviennent pas à tout le monde, et l'expertise du Mouvement en la matière peut améliorer les mécanismes de paiements gouvernementaux existants utilisés dans les programmes de protection sociale afin d'améliorer la portée et la dignité..



Kenya

Pour soutenir l'expansion du programme gouvernemental de filet de sécurité contre la faim, KRCS a conclu un accord de partage de données avec Equity Bank, la même que celle utilisée par le gouvernement kenyan. Après vérification des dossiers, les personnes bénéficiaires ont été autorisées à s'inscrire auprès de la banque de leur choix pour ouvrir un compte bancaire Inua Jamii et recevoir une carte bancaire, ce qui leur donne la liberté de choisir entre l'une des quatre banques autorisées.



Turquie

Türk Kızılay a conclu un accord avec Halkbank pour les paiements par carte de débit. Des solutions de paiement numérique sont en place au cas où une modalité de paiement sans carte serait nécessaire, comme lors de l'urgence du tremblement de terre de 2023 où Türk Kızılay a pu utiliser le prestataire de services financiers et le système de protection sociale existant pour fournir de l'aide.



Ukraine

Pour le programme Prykhystok, le gouvernement a décidé par décret de faire appel à la banque d'État en tant que prestataire de services financiers. URCS a effectué des paiements dans le cadre de son accord avec la banque Privat, directement sur l'IBAN fourni par les demandeurs. Privat et d'autres institutions publiques telles que DIIA ont également fourni des informations sur le programme Prykhystok et des liens sur leurs sites web.

Pour garantir l'inclusion, URCS a lancé des appels d'offres fin 2023 auprès de prestataires de services financiers et a désormais conclu des accords-cadres avec quatre prestataires de services financiers différents, dont la banque d'État (Privat), des banques privées et l'office postal (Ukrposhta) - en mesure de distribuer de l'argent à domicile ou au niveau de la communauté et le seul prestataire autorisé par la loi à distribuer de l'argent dans les zones nouvellement libérées. URCS peut désormais utiliser les services financiers les plus adéquats et les plus efficaces en fonction du contexte, des préférences et du rapport coût-efficacité.



3.5 Mécanismes des plaintes et de retour d'information de la communauté

Remarque Les approches participatives de l'engagement communautaire, de la diffusion d'informations et du retour d'informations font partie intégrante du Mouvement en tant qu'organisation locale enracinée dans les communautés. Cette expertise peut compléter les mécanismes de réclamation de la protection sociale du gouvernement afin de les centrer davantage sur les personnes.



Kenya

KRCS a l'ambition de renforcer et de mettre en œuvre un système complet de gestion des plaintes intégré à l'ESR. La ligne téléphonique gratuite fonctionnant du lundi au vendredi est utilisée et permet aux personnes bénéficiaires de parler à un membre du comité de protection des personnes bénéficiaires, au chef ou au chef adjoint ; ils peuvent également se rendre dans les bureaux du comté ou du sous-comité et parler à un agent compétent et/ou utiliser une boîte de dépôt au bureau du sous-comité.



Turquie

Türk Kızılay dispose de 168 centres d'appel en cinq langues (turc, arabe, anglais, farsi et pachto) qui constituent un service d'assistance pour toute information, demande, retour d'information ou plainte. Outre le centre d'appel, Türk Kızılay utilise d'autres canaux tels que le site web et la page Facebook de KIZILAYKART, les SMS et la communication en tête-à-tête.

Lorsque le tremblement de terre a eu lieu en 2023, Türk Kızılay a adapté plusieurs mises à jour et annonces importantes provenant de diverses institutions gouvernementales afin de promouvoir les messages concis. Ces informations ont été diffusées via la page Facebook de Kızılaykart, les SMS, les infographies correspondantes en quatre langues différentes et les 168 centres d'appel de Türk Kızılay.



Ukraine

Les mécanismes de redevabilité du programme Prykhystok comprennent des lignes téléphoniques d'urgence du ministère et de URCS (ligne d'assistance du centre d'information et suivi via les médias sociaux), une communication conjointe et des mises à jour d'informations avec le gouvernement. En outre, les outils de suivi du programme Prykhystok comprennent notamment des questions sur la protection, l'intégrité et les mécanismes de retour d'information.

3.6 Approches de transition et/ou de sortie

Remarque Les systèmes de protection sociale bien conçus peuvent avoir des effets considérables à long terme, en réduisant les inégalités, en renforçant la résilience et en mettant fin au cycle intergénérationnel de la pauvreté. Financer ces systèmes de manière systématique est un défi. Cependant, la pratique consistant à transférer les personnes bénéficiaires de l'aide humanitaire vers les programmes de protection sociale existants est de plus en plus utilisée et permet d'apporter un soutien plus cohérent aux personnes éligibles. Le transfert des dossiers des personnes bénéficiaires suite à une intervention d'urgence doit être géré avec les ministères compétents, avec suffisamment de temps et en comprenant les implications financières.



Turquie

En décembre 2023, la FICR a terminé la mise en œuvre du projet ESSN et a passé le relais au MoFSS de la République de Turquie en étroite collaboration avec Türk Kızılay, qui continuera à être le partenaire de mise en œuvre, avec le soutien financier de l'UE. Pendant le processus de transition, Türk Kızılay, en tant que partenaire de mise en œuvre de longue date du projet, dispose du savoir-faire et des capacités techniques nécessaires pour renforcer la coordination entre le ministère des affaires sociales, la délégation de l'UE et la FICR.

Au lendemain du tremblement de terre de février 2023, Türk Kızılay, en coordination avec le MoFSS, a procédé à une évaluation des besoins et a identifié les modalités des TM, les critères d'éligibilité et la valeur du transfert. On s'attend à ce que les populations touchées par le tremblement de terre soient absorbées en temps voulu dans les systèmes de protection sociale existants pour lesquels elles sont éligibles.



Ukraine

Le protocole d'accord de Prykhystok entre le ministère, URCS et la FICR a pris fin en décembre 2023 en raison de l'incapacité à garantir un financement prévisible pour couvrir au moins huit mois en 2024.

Le ministère et le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) ont signé un accord pour soutenir ce programme au premier trimestre 2024 et un nouveau décret a été publié, restreignant davantage l'éligibilité pour tenter de réduire le besoin de financement de ce programme.

3.7 Suivi et preuves

Remarque Le suivi est essentiel au respect de la législation existante, à la garantie de la transparence et de la redevabilité, et à la mise en place d'une base pour l'amélioration continue des systèmes de protection sociale. L'expertise du Mouvement en matière de suivi peut compléter les outils de protection sociale du gouvernement afin de les centrer davantage sur les personnes, de résoudre les problèmes de mise en œuvre et d'éclairer la conception des programmes futurs. Les systèmes en place peuvent être améliorés pour générer des preuves et des enseignements sur des aspects tels que la coordination et la collaboration, et pas seulement sur la mise en œuvre.



Kenya

KRCS a des ambitions futures pour la mise en œuvre conjointe du suivi national de la protection sociale et du cadre d'évaluation.



Turquie

Les équipes de suivi et d'évaluation de l'ESSN procèdent à une évaluation continue des projets et de leurs progrès afin d'identifier les domaines à améliorer en utilisant des outils tels que les enquêtes de satisfaction des personnes bénéficiaires, le suivi post-distribution, les enquêtes intersectorielles sur la vulnérabilité, et des études qualitatives telles que les discussions de groupe et les entretiens approfondis.

Les axes de travail de la FICR et de Türk Kızılay sont guidés par des plans d'action élaborés conjointement, et leurs progrès sont mesurés au moyen d'indicateurs clés de performance qui sont communiqués en interne, en externe et aux donateurs, par le biais de divers rapports et tableaux de bord statiques et dynamiques.

Lors de la réponse au tremblement de terre de 2023, les ménages qui avaient précédemment bénéficié de l'aide sociale ont été sélectionnés à partir des listes du ministère et des projets conjoints ont été menés avec des partenaires tels que la FICR, le PAM et UNICEF.



Ukraine

Des enquêtes régulières après la distribution et des discussions de groupe avec les personnes déplacées soutenues par les programmes. Le retour d'information a été utilisé, dans la mesure du possible, pour améliorer le programme et pour promouvoir les systèmes d'orientation pendant les discussions de groupe. La ligne téléphonique d'urgence du gouvernement et les visites de contrôle ont également contribué aux efforts de responsabilisation et de retour d'information.

4. Messages issus des entretiens avec les informateurs clés

Les discussions avec les membres du Mouvement et les spécialistes externes de la protection sociale au cours de la préparation de ce document ont permis de réaffirmer le rôle des Sociétés nationales dans la protection sociale.

01 Rôle auxiliaire⁶

Les Sociétés nationales ont un rôle à jouer dans la protection sociale. En s'appuyant sur le rôle d'auxiliaire, comme dans les domaines de la gestion des catastrophes et des services de santé, les Sociétés nationales doivent faire partie des acteurs de la protection sociale dans le pays et, avec les parties prenantes concernées, influencer la politique et la programmation. La présence permanente des Sociétés nationales et leurs réseaux dans le pays sont une garantie d'engagement et de durabilité.

03 Personne n'est laissée pour compte

L'inclusion a été évoquée par presque tous les informateurs clés et mérite donc d'être mentionnée séparément. Les Sociétés nationales peuvent jouer un rôle essentiel dans la réduction de l'exclusion, en influençant les discussions au niveau politique sur la vulnérabilité et en prenant en compte les populations qui pourraient être oubliées par la législation nationale actuelle, telles que les personnes déplacées et les migrants. Cela s'étend à la conception de politiques et de programmes inclusifs qui prennent en compte l'inclusion numérique, de sorte que les personnes qui ont besoin d'aide pour accéder aux systèmes existants puissent être identifiées.

02 Localisation

Les Sociétés nationales sont locales et travaillent aux niveaux national et infranational avec un accès direct à un réseau mondial plus large de Sociétés nationales. Elles sont présentes sur le terrain, ont accès aux populations difficiles à atteindre, mettent en œuvre des services sociaux et ont l'expérience de la réduction de l'exclusion, de la lutte contre la stigmatisation et des problèmes de protection. Les autorités locales décentralisées peuvent bénéficier du soutien des sections des Sociétés nationales du Mouvement, tandis que le siège peut participer aux discussions sur la protection sociale au niveau national. Les branches des Sociétés nationales peuvent s'engager avec l'administration locale sur la mise en œuvre et le suivi et soutenir la gouvernance locale. Un tel travail au niveau infranational/local dépasse souvent les capacités et le rôle des grands acteurs

04 Les connaissances et les données locales doivent permettre de prendre des décisions fondées

Les Sociétés nationales devraient s'efforcer davantage d'influencer les politiques et la conception des programmes, car elles peuvent apporter des éléments probants et le point de vue de la communauté, comprendre les besoins et l'expérience de la mobilisation et de la participation de la communauté. Les Sociétés nationales disposent d'une connaissance unique et d'un accès au retour d'information que les autres acteurs humanitaires n'ont souvent pas.

⁶ Statuts du Mouvement. L'article 3.2. mentionne l'aide sociale comme un domaine d'intervention possible pour les Sociétés nationales : " Dans leur pays, les Sociétés nationales sont des organisations nationales autonomes qui offrent un cadre indispensable aux activités de leurs membres volontaires et de leur personnel. Elles coopèrent avec les pouvoirs publics à la prévention des maladies, à la promotion de la santé et à l'atténuation des souffrances humaines par leurs propres programmes dans des domaines tels que l'éducation, la santé et l'aide sociale, au bénéfice de la communauté.

05 Points d'entrée

En tant qu'acteurs de la gestion des catastrophes, les Sociétés nationales ont un rôle à jouer dans le renforcement des systèmes de protection sociale réactifs aux chocs. Les Sociétés nationales peuvent tirer parti de leur expérience en matière de gestion des interventions en cas de catastrophe et de planification des mesures d'urgence et utiliser les fonds disponibles pour l'action anticipée et le financement basé sur les prévisions. Les Sociétés nationales ont un rôle à jouer dans l'aide sociale. Elles peuvent fournir des soins à domicile, un soutien hivernal, s'appuyer sur des programmes et des partenariats existants dans les domaines de la santé, de la migration ou des TM dans les domaines de la nutrition, de la protection, de la santé, des moyens de subsistance, etc. Des opportunités existent, mais elles doivent être identifiées et exploitées.

07 Renforcement des capacités des parties prenantes

Les Sociétés nationales ont un rôle à jouer dans le renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux en matière de coordination des TM. En ce qui concerne les systèmes intégrés, les Sociétés nationales peuvent jouer un rôle important en collectant des données pour/avec le gouvernement ou en fournissant des services. En ce qui concerne les systèmes décentralisés, les Sociétés nationales peuvent assurer la diffusion, le partage d'informations et la communication du niveau national au niveau local, et renforcer les capacités des acteurs locaux dans les domaines d'intérêt.

06 Les capacités et l'expertise en TM

L'investissement des Sociétés nationales dans la préparation aux TM comprend le renforcement des systèmes, des processus et la mise à disposition de ressources humaines et financières appropriées pour concevoir et mettre en œuvre les TM. Cette expertise est nécessaire pour l'assistance sociale, en particulier lorsqu'elle doit être renforcée en réponse à des crises humanitaires et être fournie à grande échelle.

08 Lacunes

Bien que certaines Sociétés nationales n'aient pas d'expertise en matière de protection sociale, elles ont cependant de bonnes relations avec leurs ministères sur lesquelles elles peuvent s'appuyer. Une vision plus stratégique du rôle des Sociétés nationales dans le domaine de la protection sociale fait encore défaut, même pour celles déjà impliquées dans la protection sociale. Il s'agit notamment d'attirer le financement des donateurs, de disposer d'un financement sûr et prévisible et de mettre en place des systèmes permettant de soutenir la redevabilité, la réconciliation et la distribution dans les délais impartis.



Conclusion

Ce document rassemble l'expérience de trois Sociétés nationales qui utilisent les TM dans le domaine de la protection sociale afin de présenter trois modèles de collaboration clés, à savoir i) la politique, ii) la conception et iii) la mise en œuvre. La figure 1 illustre les nombreuses composantes de la protection sociale, et les figures 2 et 3 suggèrent les rôles et les points d'entrée pour la collaboration des Sociétés nationales avec les systèmes et les acteurs nationaux de la protection sociale pour chacun de ces modèles. L'expérience actuelle montre que les Sociétés nationales sont des acteurs locaux disposant de réseaux nationaux, infranationaux, mais aussi régionaux et mondiaux. Chaque Société nationale identifiera et définira son rôle dans le domaine de la protection sociale, car il n'existe pas de modèle unique. L'expérience de KRCS, de Türk Kızılay et de URCS et les points de vue des informateurs clés suggèrent que les Sociétés nationales ont un rôle plus stratégique à jouer dans la protection sociale si elles envisagent d'être actives à plus d'un niveau, impliquées dans la politique, la conception et la mise en œuvre. Pour ce faire, elles doivent établir des relations plus étroites avec les acteurs gouvernementaux afin d'améliorer les systèmes en place pour lutter contre la vulnérabilité et l'exclusion et apporter l'expertise des Sociétés nationales à cet égard.

Les questions clés que les Sociétés nationales doivent se poser par rapport à leur rôle dans la protection sociale sont les suivantes :

- En tant que Société nationale, quel est selon vous le rôle que vous pouvez jouer dans la protection sociale pour lutter contre la vulnérabilité ?
- Quelle est la vision de vos dirigeants sur le rôle de la Société nationale dans le domaine de la protection sociale ?
- Le rôle des Sociétés nationales est unique, pourquoi n'est-il pas visible ?
- Quels sont les partenariats que la Société nationale a déjà mis en place et qu'elle souhaite exploiter ?



ANNEXE 1 : Historique des programmes de protection sociale des trois pays étudiés

**Kenya**

Le droit à la protection sociale est reconnu dans la Charte des droits de la Constitution du Kenya (2010) et la Vision 2030 du Kenya met l'accent sur la valeur de la protection sociale pour parvenir à une société équitable. Le secteur de la protection sociale est coordonné stratégiquement par un secrétariat à la protection sociale, qui dépend du ministère du travail et de la protection sociale. [Inua Jami](#) est le programme phare du gouvernement du

Kenya en matière de filet de sécurité nationale. Il se compose de quatre programmes d'assistance sociale qui fournissent des transferts en espèces à plus de 1,2 million de bénéficiaires. Le **registre unique** est une plateforme logicielle, lancée en 2016, qui contient des informations sur *les personnes qui reçoivent quel type d'aide, où, quand* et dans le cadre de *quel(s) programme(s) d'aide sociale au Kenya*.

**Turquie : FILET DE SÉCURITÉ SOCIALE D'URGENCE POUR LES REFUGIES (ESSN)⁷**

L'ESSN est le plus grand projet humanitaire de TM au monde et, depuis novembre 2016, il aide plus de 1,5 million de réfugiés, principalement des personnes vivant sous protection temporaire et internationale en Turquie, à répondre à leurs besoins de base par le biais de transferts mensuels en espèces. Depuis sa création, l'ESSN a été aligné et cohérent avec les politiques et les priorités nationales, et a capitalisé sur les institutions nationales, en particulier le MoFSS et ses branches locales, les SASF, qui sont le principal organe exécutif pour la conception et la mise en œuvre des régimes nationaux d'assistance sociale. En ce qui concerne la méthodologie relative à la protection sociale réactive aux chocs et les liens avec l'aide humanitaire en espèces, l'ESSN "s'adosse"

au système national de protection sociale, mais en reste distinct sur le plan conceptuel, administratif et financier.

Türk Kızılay a efficacement intégré l'aide humanitaire en espèces pour les réfugiés dans le système national de protection sociale de Turquie en alignant les mécanismes existants, plutôt qu'en établissant un système distinct. En étroite collaboration avec le MoFSS, Türk Kızılay a joué un rôle clé dans les projets intégrés au système national, tels que le filet de sécurité sociale d'urgence (ESSN), le filet de sécurité sociale d'urgence complémentaire (C-ESSN) et les initiatives de TM conditionnel pour l'éducation (CCTE).

**Ukraine**

Le gouvernement ukrainien a identifié les paiements pour la protection sociale comme la deuxième priorité de financement après l'armée. Le système de protection sociale ukrainien comprend des transferts en espèces (qui font l'objet du présent document), ainsi que des services d'assistance sociale, des programmes d'emploi et d'assurance.

Le programme de Prykhystok a permis à URCS de démontrer sa capacité à distribuer de l'argent à grande échelle sur une base mensuelle et à travailler efficacement avec le gouvernement pour combler un déficit important en matière de logement. Outre la fourniture d'une aide humanitaire et d'une aide en espèces réactive aux chocs, URCS, en tant que coprésidente du CWG et aussi de manière indépendante, étudie les possibilités d'établir des liens plus efficaces dans le domaine de la protection sociale, sur la base des recommandations de l'initiative PeRekHID; il s'agit d'une collaboration d'assistance technique entre les donateurs internationaux, les agences des Nations unies, la société civile et le gouvernement ukrainien, qui vise à guider la transition des cas humanitaires vers un système de protection sociale inclusif et réactif aux chocs (SRSP). Le PeRekHID a établi une feuille de route, qui recueillera les meilleures pratiques et les recommandations politiques sur la fourniture d'une assistance en espèces et des services

sociaux associés, par l'intermédiaire d'une équipe d'experts, un dispositif d'assistance technique, intégré dans le ministère de la politique sociale (MoSP). Ce travail soutient actuellement le renforcement du système de protection sociale et permet la transition de l'assistance humanitaire partielle en espèces vers le système de protection sociale géré par le gouvernement, ce qui permet aux acteurs humanitaires de se concentrer sur la fourniture d'une assistance humanitaire immédiate pour répondre aux besoins les plus critiques. Le gouvernement ukrainien continuera à s'occuper du développement humain à plus long terme et des besoins plus larges en matière de protection sociale.

Les objectifs de l'initiative PeRekHID sont les suivants :

1. Ouvrir la voie à la transition et à l'absorption partielle des cas humanitaires dans un système de protection sociale plus réactif aux chocs.
2. Renforcer les systèmes nationaux et soutenir l'agenda du gouvernement pour réformer le système de protection sociale afin de le rendre plus adéquat, plus adaptable et plus réactif aux chocs dans le contexte actuel et la crise en cours.

ANNEXE 2. Éléments constitutifs du CaLP

Source : Boîte à outils – Etablir des liens entre les TM humanitaire et la protection sociale. Réseau CALP 2021

Ces éléments sont similaires aux composants du document de synthèse du Grand Bargain énumérés dans la figure 1.

Éléments constitutifs

Les "éléments constitutifs" ci-dessous proviennent des "éléments constitutifs" communément conceptualisés des systèmes nationaux de protection sociale et de gestion des catastrophes avec lesquels les parties prenantes travaillant à l'établissement d'un lien entre l'aide humanitaire et la protection sociale ou la protection sociale réactive aux chocs doivent s'engager. Cette boîte à outils a adopté la même structure et la même approche pour cataloguer les outils identifiés. Cette approche est conforme à une série d'orientations techniques récentes influentes telles que les orientations de la Banque mondiale sur la protection sociale adaptative, le document de référence de l'UE sur la protection sociale à travers le NEXUS Humanitaire-Développement et Paix et les orientations de l'initiative SPACE⁸ sur l'établissement de liens entre la protection sociale et l'aide humanitaire.

Tableau. Éléments constitutifs d'un système de protection sociale (source : Gabrielle Smith, CaLP)

	Type Content Column 1	Content Column 2
1.	Parties prenantes et institutions	<ul style="list-style-type: none"> i. Cadres politiques et réglementaires ii. Gouvernance et coordination iii. Capacités institutionnelles
2.	Systèmes de données et d'information	<ul style="list-style-type: none"> i. Données et systèmes d'information sur la protection sociale (y compris les registres des bénéficiaires ; les registres sociaux ; la protection des données) ii. Autres registres d'état civil iii. Données sur la vulnérabilité aux catastrophes/ chocs (y compris la cartographie de la vulnérabilité aux catastrophes, les systèmes d'alerte précoce et les indicateurs de déclenchement pour une action rapide)
3.	Conception d'un programme de TM	<ul style="list-style-type: none"> i. Conception du ciblage (couverture ; critères ; méthodologie) ii. Conception des modalités (y compris les restrictions et les conditions) iii. Conception du transfert (valeur, fréquence, durée, sortie)
4.	Systèmes de distribution	<ul style="list-style-type: none"> i. L'inscription ii. L'inscription iii. Livraison des paiements iv. Communication, plaintes, retour d'information et responsabilité v. Suivi et évaluation
5.	Financement	<ul style="list-style-type: none"> i. Orientations sur le financement public et le PS ii. Financement des risques de catastrophes

⁸ SPACE est une initiative conjointe des programmes « Better Assistance in Crises » (BASIC) et « Gender Responsive Social Protection » (GSP) du FCDO (financés par UKAid) ; de la GIZ (financée par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement) ; et du gouvernement australien, par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT). Les documents de SPACE ne représentent pas nécessairement les opinions ou politiques du FCDO, de la GIZ ou du DFAT, et n'engagent pas le FCDO, la GIZ ou le DFAT à une action particulière.

ANNEXE 3. Typologie OPM 2015 de la maturité d'un système de PS

Il est conseillé aux Sociétés nationales qui s'engagent dans la protection sociale de comprendre le niveau de maturité des systèmes de protection sociale dans le pays afin d'identifier le modèle de collaboration le plus approprié. Un système de protection sociale dirigé par des acteurs internationaux, ou un système étatique qui en est à ses débuts, peut offrir plus de possibilités de modèles de collaboration en matière de politique et de conception qu'un système plus mûr et qui couvre une grande partie des besoins de la population. Les SN peuvent tirer parti de leurs avantages stratégiques et opérationnels en fonction du paysage de la protection sociale dans le pays. Nous avons élaboré une typologie provisoire de six degrés de maturité d'un système de protection sociale formel (par opposition à informel, au niveau des ménages).

Tableau. Typologie. Maturité d'un système de protection sociale (source : OPM 2015)

	Degré de maturité	Description
1.	Inexistante	Pas d'intérêt de l'État pour le développement d'une protection sociale à long terme, et seulement des interventions étrangères et/ou humanitaires ad hoc
2.	Dirigée au niveau international	Pas de progrès clair dans la politique de l'État, mais les interventions émergentes en matière d'aide étrangère commencent à former un système, en intégrant des éléments d'harmonisation et de coordination.
3.	Intérêt de l'État	Un certain intérêt de l'État à étendre la protection sociale aux personnes pauvres et vulnérables, y compris des éléments tels que les grandes lignes de ce qui pourrait devenir un programme national.
4.	Engagement de l'État	Engagement à étendre la protection sociale (comme indiqué par exemple dans la stratégie nationale), avec quelques initiatives phares pour les personnes pauvres et vulnérables (cofinancées par l'État).
5.	Expansion sous l'égide de l'État	Des politiques et des lois claires de l'État et un ensemble croissant de programmes de protection sociale
6.	Maturité sous l'égide de l'État	Des systèmes bien établis avec une couverture élevée de la population et des besoins